

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Direction des Relations
avec les Collectivités Locales

Arrêté n°2019 – SG – 793 du 03 OCT. 2019
portant attribution à la commune de **BOUENI** du concours particulier de la **Dotation Générale de Décentralisation (DGD) pour les bibliothèques** municipales et départementales de prêt, au titre de l'année **2019**.

LE PRÉFET DE MAYOTTE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** la loi organique n°2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1614-10 ainsi que R.1614-75 à R.1614-95 ;
- VU** la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 modifiée relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique ;
- VU** la loi n°2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- VU** la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, notamment son article 168 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2006-1247 du 11 octobre 2006 modifié portant réforme des concours particuliers de la dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques municipales et les bibliothèques départementales de prêt et modifiant le code général des collectivités territoriales (partie réglementaire) ;
- VU** le décret n° 2010-767 du 7 juillet 2010 modifié relatif au concours particulier de la dotation générale de décentralisation relatif aux bibliothèques municipales et aux bibliothèques départementales de prêt ;
- VU** le décret n° 2016-423 du 8 avril 2016 modifié relatif aux dotations de l'État aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales ;
- VU** le décret du 18 septembre 2018 portant nomination de M. Edgar PEREZ, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU** le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, en qualité de préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement ;
- VU** l'arrêté n° 528/SG/2019 du 29 juillet 2019 portant délégation de signature à M. Edgar PEREZ, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;
- VU** la circulaire NOR : MICE1908915C du 26 mars 2019 relative au concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation (DGD) pour les bibliothèques municipales et intercommunales et les bibliothèques départementales ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Il est attribué à la commune de BOUENI un crédit d'un montant de **158 070,73 €** au titre de la dotation générale de décentralisation relatif aux bibliothèques municipales et départementales de prêt pour l'année 2019 pour les opérations suivantes :

| Collectivité et EPCI à fiscalité propre bénéficiaire | Nature de l'opération | Coût de l'opération | Montant DGD Bibliothèques 2019 alloué au titre de l'exercice 2019 | Pourcentage de financement du projet au titre de la DGD Bibliothèques 2019 |
|---|---|---------------------|---|--|
| BOUENI | Aménagement d'un point de lecture à la MJC de BOUENI <i>« Création d'un service numérique »</i> | 55 245,00€ | 22 775,73 € | 41,23 % |
| BOUENI | Aménagement d'un point de lecture à la MJC de BOUENI <i>« Acquisition d'équipements mobilier et signalétique »</i> | 235 295,00€ | 135 295,00€ | 57,50 % |
| Montant TOTAL alloué au titre de l'exercice 2019 | | | 158 070,73€ | |

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur le programme de l'État dont les références sont les suivantes :

| | |
|-----------------------|-----------------------|
| UO : | DRCL / BDUE |
| DOMAINE FONCTIONNEL : | 0119-06-03 |
| ARTICLE D'EXECUTION | 62 |
| CENTRE FINANCIER : | 0119-C002-D976 |
| CENTRE DE COÛT : | PRFSG04976 |
| ACTIVITÉ : | 0119010106A3 |

Article 3 : Cette participation de l'État sera versée à la commune en une seule fois dès la signature du présent arrêté.

Article 4 : La présente décision est réputée caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution deux ans à compter de sa notification. La commune doit informer le préfet du commencement d'exécution de l'opération ainsi que de son achèvement. La commune s'engage à présenter des justificatifs (factures certifiées service fait) de l'utilisation de la subvention au fur et à mesure de la réalisation du projet.

Article 5 : La subvention pourra être reversée à l'État si :

- l'affectation des équipements dont l'acquisition a été financée par la dotation générale de décentralisation (bibliothèque municipale) est modifiée ;
- à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de sa notification, la commune bénéficiaire n'a pas engagé un montant de dépenses au moins égal au montant de la subvention attribuée.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de Mayotte dans les deux mois suivant sa publication ou sa notification. L'absence de réponse au terme du délai précité équivaut à un rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du greffe du Tribunal administratif de Mayotte, immeuble Haut du Jardin du Collège 97 600 Mamoudzou dans un délai de deux mois à compter de sa publication (ou sa notification).

Tout recours doit être adressé en recommandé avec avis de réception.

L'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai du recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande ou du rejet implicite de la demande.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le maire de la commune de **BOUENI** et dont ampliation sera adressé à :

- à Monsieur le directeur régional des finances publiques
- à Monsieur le trésorier municipal
- au Recueil des actes administratifs

Le préfet
délégué du Gouvernement

Jean-François COLOMBET

